

Haïti : Rapport de situation de Vigil Insight

30 septembre 2021

Au cours des prochains mois, les besoins humanitaires, et en particulier en matière d'aide alimentaire, continueront d'être exacerbés par l'environnement sécuritaire et la fragilité politique.



RÉSUMÉ

- L'environnement sécuritaire en Haïti s'est encore détérioré depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse le 7 juillet dernier. La mort de Moïse, dont le régime était de plus en plus autocratique, a laissé un vide du pouvoir. Le Président gouvernait par décret depuis janvier 2020 et il n'y a pas de Parlement en exercice.
- Le 14 août, un séisme d'une magnitude de 7,2 a frappé la péninsule de Tiburon, près de Petit-Trou-de-Nippes, à environ 150 km à l'ouest de Port-au-Prince.
- Ce séisme a été immédiatement suivi de la tempête tropicale Grace qui a frappé la région les 16 et 17 août, déclenchant des crues soudaines.
- Ariel Henry a signé un accord multipartite le 11 septembre pour diriger une administration intérimaire jusqu'à de nouvelles élections fin 2022.
- Les divergences internationales sur la gouvernance d'Haïti font qu'un leadership fort ou cohérent est **PEU PROBABLE** au cours des prochains mois. L'ONU a initialement soutenu Claude Joseph en tant que Président intérimaire jusqu'à l'organisation d'élections, tandis que le Core Group dirigé par les États-Unis a reconnu Ariel Henry comme Premier ministre intérimaire, bien qu'Henry bénéficie désormais du soutien de la communauté internationale au sens large.
- L'ONU a également un passé controversé en Haïti, ce qu'elle a admis. Les organisations d'aide ont aussi été liées à des abus. Il est donc **PEU PROBABLE** qu'il y ait beaucoup d'appétit pour une autre mission de maintien de la paix de l'ONU.
- Les mauvaises conditions de sécurité font qu'il n'y a pratiquement aucune chance que cette tendance s'inverse à court terme. Il est même **FORT PROBABLE** que la situation soit aggravée par des actes de pillage de l'aide perpétrés par des communautés frustrées le long des routes principales.

REJOINDRE LA LISTE DE DIFFUSION

SITUATION GÉNÉRALE

L'environnement sécuritaire en Haïti s'est encore détérioré depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse à son domicile dans le quartier Pelerin 5 (**voir carte 2 ci-dessous**) de la capitale, Port-au-Prince, le 7 juillet dernier. La mort de Moïse, dont le régime était de plus en plus autocratique, a laissé un vide du pouvoir. Le Président gouvernait par décret depuis janvier 2020 et il n'y a pas de Parlement en exercice. Pour aggraver la situation, le 14 août, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,2 a frappé la péninsule de Tiburon, près de Petit-Trou-de-Nippes, à environ 150 km à l'ouest de Port-au-Prince. Il a été immédiatement suivi par la tempête tropicale Grace qui a frappé la région les 16 et 17 août, déclenchant des crues soudaines qui ont compliqué les efforts de sauvetage et de réponse humanitaire. Plus de 900 répliques sismiques ont été enregistrées depuis, dont environ 400 d'une magnitude supérieure à 3 sur l'échelle de Richter. Le gouvernement a déclaré le 7 septembre qu'au moins 2 248 personnes avaient été tuées et plus de 12 000 blessées. OCHA Haïti, quant à lui, estime qu'au moins 136 800 bâtiments ont été endommagés ou détruits et que 650 000 personnes, dont 260 000 enfants, ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

Politique : assassinat de Moïse et situation politique actuelle

La police locale affirme que l'assassinat de Moïse a été commis par un groupe de mercenaires composé de 26 Colombiens et de deux Haïtiens américains. La majorité des Colombiens détenus par la police haïtienne sont d'anciens soldats. Les Haïtiens américains affirment avoir été engagés comme interprètes pour les Colombiens hispanophones (les langues officielles d'Haïti sont le créole et le français). Léon Charles, chef de la police haïtienne, a annoncé le 11 juillet l'arrestation d'un « suspect clé », le ressortissant haïtien Christian Emmanuel Sanon. Cet ancien médecin de 63 ans, qui vivait en Floride, est rentré en Haïti à bord d'un jet privé début juin, avec l'intention, selon la police, de s'emparer de la Présidence. Des armes, des munitions et une casquette de la Drug Enforcement Administration américaine ont été trouvées en sa possession à son arrestation.

Au total, 44 personnes ont été arrêtées dans le cadre de cet assassinat et plusieurs autres sont toujours recherchées, notamment Joseph Felix Badio, ancien fonctionnaire de l'unité anticorruption du ministère de la Justice. Le 14 septembre, le procureur général Bed-Ford Claude a demandé à un juge d'inculper le Premier ministre par intérim Ariel Henry, affirmant que des relevés téléphoniques montraient qu'Henry avait parlé deux fois avec Badio quelques heures seulement après l'assassinat de Moïse – et deux jours seulement après que Moïse l'avait nommé Premier ministre. Henry a répondu en renvoyant le procureur et le ministre de la Justice Rockefeller Vincent, rejetant les accusations portées contre lui et les qualifiant d'« insinuations sans fondement », tout en admettant tacitement avoir parlé à Badio.

Le sénateur de longue date Joseph Lambert, quant à lui, a tenté à deux reprises de se faire assermenter comme Président. Le 10 juillet, il a renoncé à la prestation de serment en raison de la pression exercée par les États-Unis qui reconnaissent Henry comme Premier ministre par intérim. Lambert a tenté une seconde fois de prêter serment au Parlement le 14 septembre, mais une fusillade a éclaté et il n'a pas pu entrer. Il a abandonné sous les pressions diplomatiques internationales. Il existe également des tensions entre Ariel Henry et Claude Joseph, qui l'a précédé en tant que Premier ministre par intérim de Moïse et qui, dans un premier temps, a été reconnu internationalement comme Président par intérim après l'assassinat de Moïse. Claude Joseph a cédé le poste de Premier ministre à Henry après une médiation internationale le 9 juillet, mais il reste ministre des Affaires étrangères et des Cultes.

Environnement : Le tremblement de terre/la tempête Grace

Le Premier ministre par intérim Ariel Henry a immédiatement décrété un nouvel état d'urgence d'un mois, qui fait suite à une série d'états d'urgence en début d'année en raison de la pandémie de COVID-19. Il a promis d'organiser des élections dès que possible pour rétablir la démocratie. Les parties sud et ouest du pays, en particulier les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes (tous situés sur la péninsule de Tiburon), ont été les plus touchées par le séisme.



ANALYSE

Politique

L'environnement politique reste extrêmement instable, trois factions principales se disputant l'usurpation, voire la destruction de leurs rivaux.

- Henry a signé un accord multipartite le 11 septembre pour diriger une administration intérimaire jusqu'à de nouvelles élections fin 2022. Parmi ses partisans figure un mouvement de Michel Martelly, le musicien devenu Président, qui a dirigé Haïti de 2011 à 2016. Ils semblent toutefois vouloir retarder les élections au-delà de la fin de l'année pour se donner le temps d'asseoir leur influence.
- Des rapports locaux crédibles suggèrent que les accusations contre Henry étaient une tentative politiquement motivée par une faction liée à Moïse, les « Jovenelistes », qui craignent d'être exclus de tout nouveau gouvernement. Ils sont dirigés par sa veuve, Martine, qui a été blessée lors de l'attaque contre son mari et qui envisage maintenant de se présenter à la présidence. Ce groupe, qui comprend également Claude Joseph et Rockfeller Vincent, fait pression pour des élections rapides afin d'éviter que le pouvoir ne lui échappe.
- Un troisième groupe de politiciens de la « vieille garde », dont Lambert, espère utiliser son pouvoir et son influence pour obtenir des postes d'État lucratifs.

À l'heure actuelle, la communauté internationale continue de soutenir Henry. Les ambassadeurs du « Core Group » (États-Unis, Union européenne, France, Allemagne, Espagne et Brésil, ainsi que les Nations Unies et l'Organisation des États américains) l'ont soutenu publiquement le 15 septembre. Toutefois, le groupe s'inquiète clairement de la volonté de M. Henry de retarder les élections afin de rester en fonction.

Humanitaire

De graves contraintes d'accès, y compris les dommages causés par le tremblement de terre et les tempêtes, font que l'aide humanitaire n'atteint toujours pas les zones rurales les plus difficiles d'accès. Des affrontements entre des gangs rivaux et la police, suite à l'assassinat de Moïse, en juillet 2021, ont entravé l'accès humanitaire à au moins 19 000 personnes déplacées. En outre, la zone de Martissant, juste au sud de Port-au-Prince, est contrôlée par des gangs criminels depuis de nombreux mois, ce qui complique encore l'utilisation de la principale route d'approvisionnement (RN n°2) pour accéder à la péninsule de Tiburon. En effet, selon les informations reçues, des fonctionnaires des Nations Unies auraient payé les gangs contrôlant la principale voie d'accès immédiatement après la tempête Grace.



Il convient de noter que les organisations devraient avoir des politiques et procédures dédiées à la lutte contre la corruption, et qu'elles devraient transmettre un message indiquant très clairement que l'offre ou l'acceptation de pots-de-vin ne sera aucunement tolérée. Toutefois, certaines organisations autorisent les rencontres avec des groupes lorsque cela est propice à la consolidation de la paix ou à la fourniture de l'aide humanitaire (comme ce fut le cas avec l'ONU ci-dessus). Cependant, selon la plupart des politiques, aucune somme d'argent ne peut changer de mains. Les enlèvements et autres attaques sont également fréquents dans la région. Cette situation est aggravée par le fait que de nombreux gangs ont des connexions politiques, ce qui les rend largement invulnérables aux actions des forces de sécurité. En effet, Dimitri Hérard, l'officier responsable de la sécurité du domicile de Moïse, était déjà suspect dans une enquête de la Drug Enforcement Administration américaine. En conséquence, l'ambassade des États-Unis a interdit à son personnel tout déplacement non officiel dans les zones les plus touchées.

2 août 2021 : Dans le quartier de Martissant, à Port-au-Prince, la violence des gangs a forcé la fermeture d'une clinique MSF qui desservait une communauté de 300 000 personnes.

20 août 2021 : Dans la commune des Cayes, département du Sud, des survivants du tremblement de terre ont pillé un convoi humanitaire chargé de matériel d'aide.

25 août 2021 : À Santo, dans l'arrondissement de Croix-des-Bouquets, département de l'Ouest, une employée d'une ONG a été enlevée sur le chemin du travail par des auteurs armés non identifiés. À la suite de cette attaque, l'ONG a fermé toutes ses institutions en Haïti, à l'exception du service des urgences d'un hôpital, jusqu'à la libération de la victime le 28 août 2021.

Abonnez-vous à notre [Aid in Danger Bi-Monthly News Brief](#) pour les futurs rapports d'incidents. Télécharger les données sur [Des travailleurs humanitaires tués, kidnappés et arrêtés](#) (KKA).

Les risques sanitaires liés au COVID-19 augmentent car les mesures préventives, notamment le port de masques et l'éloignement physique, ont été compromises par l'impact des catastrophes naturelles. L'UNICEF estime que plus de 119 000 personnes ont un besoin urgent d'eau potable. La reconstruction et la réhabilitation à plus long terme des infrastructures et systèmes critiques d'eau et d'assainissement sont donc une priorité essentielle pour prévenir les épidémies, y compris le COVID-19 et potentiellement une autre épidémie de choléra dans les mois à venir.



PRÉVISIONS

- Les divergences internationales sur la gouvernance d'Haïti (l'ONU a initialement soutenu Joseph en tant que Président par intérim jusqu'à la tenue d'élections, tandis que le Core Group dirigé par les États-Unis a reconnu Henry comme Premier ministre par intérim) font qu'un leadership fort ou cohérent est **PEU PROBABLE** au cours des prochains mois, bien qu'Henry bénéficie désormais du soutien de la communauté internationale. Cela dit, Henry est probablement maintenant la seule option viable.
- Malgré la longue histoire des États-Unis en matière d'interventions militaires ouvertes (et d'actions secrètes contre ceux auxquels ils s'opposent), le retrait du Président Biden d'Afghanistan et la rhétorique sur d'autres interventions suggèrent que toute action militaire ou policière américaine est **PEU PROBABLE** même si la situation sécuritaire se détériore davantage. Elle serait également extrêmement impopulaire en Haïti.
- L'ONU a également un passé controversé en Haïti, ce qu'elle a admis. Dans les années 1990, quatre déploiements ont échoué à atteindre leurs objectifs, tandis qu'un déploiement de 2004 à 2017 a apporté une certaine stabilité, mais a également déclenché par inadvertance une épidémie de choléra qui a tué 10 000 Haïtiens. Les organisations d'aide ont aussi été liées à des abus ([voir « Atténuation des risques »](#)). Il est donc **PEU PROBABLE** qu'il y ait beaucoup d'appétit pour une autre mission de maintien de la paix de l'ONU.
- Les manœuvres des « Jovenelistes » ainsi que les deux prises de pouvoir de Lambert (dont la première a été soutenue par huit des dix membres en exercice du Sénat haïtien) aggraveront cette instabilité.

- Il est **TRÈS PROBABLE** que le gouvernement ait du mal à faire face aux retombées du tremblement de terre et de la tempête Grace, notamment parce que l'aide étrangère est en grande partie acheminée par des réseaux privés, ce qui limite sa capacité à coordonner l'aide aux zones les plus touchées et accroît également davantage les possibilités de vol et de corruption.
- Le contrôle par les gangs de toutes les routes principales qui relient Port-au-Prince au reste du pays signifie qu'il faut soit les payer, comme l'ONU l'aurait fait (**voir analyse ci-dessus**), soit acheminer les fournitures d'aide par voie aérienne. En raison des mauvaises conditions de sécurité, il n'y a pratiquement aucune chance que cette situation change maintenant. En effet, la situation sera **PROBABLEMENT** aggravée par un pillage plus généralisé de l'aide le long des routes principales par des communautés frustrées par le manque de soutien à leur égard.
- Le besoin d'aide alimentaire persistera pendant de nombreux mois car les semences d'automne ont largement été interrompues dans les zones touchées, l'accent ayant été placé sur les efforts de secours liés au séisme et en raison de l'érosion des sols liée aux glissements de terrain. De nombreux ménages ont également perdu des équipements agricoles et des semences lors du séisme.
- Le risque de résurgence des maladies d'origine hydrique est particulièrement élevé dans le sud-ouest d'Haïti, où l'UNICEF estime que plus d'un demi-million d'enfants n'ont pas accès à un abri.



ATTÉNUATION DES RISQUES

Restez informé

- Surveillez les médias locaux pour connaître les événements de dernière minute – tels que les manifestations et l'accès aux routes / points de contrôle – et soyez prêt à adapter vos plans en conséquence.

Sécurité des voyages

- La violence des gangs reste une préoccupation majeure, des groupes puissants contrôlant de grandes parties des bidonvilles de Port-au-Prince. En effet, certains rapports ont noté une augmentation des crimes d'enlèvement contre rançon cette année par rapport à l'année dernière. N'essayez pas de franchir les barrages routiers. Si vous en rencontrez un, faites demi-tour et rejoignez une zone plus sûre ou empruntez un itinéraire plus sûr dans la mesure du possible.
- Les manifestations de groupes de la société civile sont en augmentation et, bien que généralement pacifiques, elles peuvent devenir imprévisibles. Évitez les manifestations et les foules dans la mesure du possible. N'essayez pas de traverser en voiture les barrages routiers mis en place par les manifestants. Si vous en rencontrez un, faites demi-tour et rejoignez une zone plus sûre ou empruntez un itinéraire plus sûr si possible.

Normes éthiques et formation

- Les travailleurs des ONG ont été largement accusés d'avoir exploité sexuellement et agressé des femmes et des enfants lors de précédents déploiements en Haïti. En outre, par le passé, l'argent de l'aide a encouragé la corruption politique et institutionnelle.
- Garantissez les normes les plus élevées dans vos pratiques et la confiance dans votre organisation afin d'éviter que votre réputation ne soit davantage entachée, non seulement pour vos propres opérations mais aussi pour l'ensemble du secteur de l'aide.
- Renforcez les normes éthiques et les codes de conduite, en particulier en ce qui concerne la protection, le respect des droits humains et de la dignité, et la lutte contre l'esclavage moderne et les abus sexuels.
- Veillez au respect des lois internationales et nationales en matière de lutte contre la corruption et assurez transparence et responsabilité.
- Réexaminez le processus et la gestion des mécanismes de dénonciation.

Formation à la sûreté et à la sécurité

- Veillez à ce que la formation médicale du personnel et les troussees médicales soient à jour.
- Assurez une formation pertinente en matière de sécurité pour le personnel – tant local qu'international.
- Encouragez le signalement des incidents de sécurité. Voir **Guides mobiles sur DisasterReady** en anglais et en français sur le signalement des incidents de sécurité pour les organisations et le personnel.

Gestion de l'information sur les incidents de sécurité et de sûreté (SIIM)

La SIIM est un élément constitutif essentiel pour répondre aux obligations de diligence envers le personnel. Elle favorise une bonne prise de décision pour les programmes, la sûreté et la sécurité, les ressources humaines et la budgétisation.

Pour les organisations

Le guide SIIM pour les organisations explique l'importance des informations sur les incidents de sécurité et la manière dont les organisations peuvent gérer efficacement les informations sur les incidents de sécurité et de sûreté. Ce guide est particulièrement utile pour les organisations qui n'ont pas encore mis en place un système de signalement des incidents. Consultez-le au format PDF en **arabe**, en **anglais** ou en **français**.

Pour le personnel

Le guide SIIM pour le personnel explique pourquoi et comment le personnel doit signaler les incidents de sécurité à son organisation. Ce guide peut être partagé avec les nouveaux membres du personnel ou lors de cours de recyclage pour souligner la nécessité de signaler les incidents. Consultez-le au format PDF en **arabe**, en **anglais** ou en **français**.

Les guides mobiles sont des versions abrégées du manuel et des outils SIIM en **arabe**, **anglais**, **français** et **espagnol**.

Comment accéder aux guides

Si vous êtes nouveau sur **DisasterReady**, vous devrez créer un compte gratuit pour accéder au guide. Pour vous inscrire :

- Allez sur <https://www.disasterready.org> et cliquez sur « Sign Up Today ».
- Remplissez tous les champs obligatoires.
- Cliquez sur « Log In » lorsque vous avez terminé.
- Cliquez à nouveau sur les liens ci-dessus pour les guides auxquels vous voulez accéder ou recherchez « SIIM ».

Les versions **anglaise** et **française** du guide sont également disponibles sur l'ImPortal.

Si vous ne connaissez pas encore le SIIM, les **podcasts** qui traitent du SIIM sont susceptibles de vous intéresser.

Ce document fait partie de Vigil Insight. Il est publié par Insecurity Insight et rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et du Fonds H2H, qui bénéficie de l'aide du gouvernement britannique. Le contenu est la responsabilité d'Insecurity Insight et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID, du réseau H2H ou des gouvernements américain ou britannique. Aidez-nous à soutenir notre travail en partageant cette ressource avec vos réseaux. Veuillez copier et coller ce lien : Insecurity Insight. 2021. « Haïti : Rapport de situation de Vigil Insight au 30 septembre 2021 ». Suisse : Vigilance Insécurité. <https://bit.ly/HaitiRapportSit30Sept2021>